

L'an deux mille quatorze, le six octobre, à dix neuf heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie MÉTADIER, Maire.

Date de convocation :

Le 1^{er} octobre 2014

Date d'affichage :

Le 1^{er} octobre 2014

Nombre de conseillers :

En exercice : **19**

Présents : **18** (17 au vote **PV** du 15/9)

Votants : **18** (17 au vote **PV** du 15/9)

Quorum : **10**

Étaient présents :

Mme Sophie MÉTADIER, Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Gaëlle JAN, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle GRATADE, Mme Dominique BOUC, M. Dominique BERTHAULT, Mme Anne LEGER, M. Thierry HÉRAULT, Mme Nicole MARCHAIS, M. John COURMADIAS, Mme Nathalie MARQUENET, M. François VERDIER-PINARD, Mme Mireille PENISSARD, M. Alain DUMONT, Mme Aurélie PÉRINET.

Absents : M. Joël ANTIER.

Mme Dominique BOUC est élue secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 15 septembre 2014 est approuvé à l'unanimité.

Arrivée de Mme Nathalie MARQUENET.

DCM2014-096. RÉVISION PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU).

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 3 juin 2013, il a été prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Cette étude a débuté, des ateliers participatifs ont eu lieu en septembre 2014. Néanmoins, une nouvelle délibération est nécessaire afin de préciser les objectifs poursuivis pour l'élaboration du PLU.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de l'élaboration du PLU sont de :

- mettre au cœur du projet de développement la protection et la valorisation du patrimoine naturel, paysager, urbain et architectural de la commune, éléments identitaires participant de son attractivité et de son développement touristique,
- proposer des formes urbaines compactes, diverses et innovantes,
- répondre à la forte demande en logements, notamment des jeunes ménages et des personnes âgées, dans le respect de la trame et des paysages urbains de Beaulieu-lès-Loches et la prise en compte de la valeur de l'espace agricole,
- encourager et permettre l'essor du développement touristique sur la commune,
- favoriser le développement des activités artisanales dans le tissu urbain existant,
- réfléchir au développement éventuel de la zone d'activités de Linière,
- maintenir le commerce de proximité et assurer son renouveau sur le centre-bourg,
- donner de bonnes conditions d'exploitation et de développement aux activités agricoles,
- définir les conditions d'implantation de nouveaux équipements publics et réseaux répondant à l'accueil d'une population nouvelle,
- disposer d'un document clair et pédagogique, facilitant l'instruction des autorisations d'urbanisme,
- protéger la population des risques et nuisances.

Suivant les dispositions du code de l'urbanisme, et au vu des objectifs poursuivis pour l'élaboration du PLU, Mme le Maire explique qu'il est nécessaire d'engager une démarche de concertation avec la population pendant la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme par le Conseil Municipal.

Mme le Maire propose comme modalités de concertation :

- affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études,
- publication d'articles dans la presse locale,
- articles dans le bulletin municipal,
- ateliers thématiques avec les associations et les groupes économiques,
- organisation de deux réunions publiques au minimum,
- mise à disposition en mairie des éléments d'étude pour tout le long de la réflexion engagée jusqu'à l'arrêt du projet par le Conseil Municipal,
- mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir les remarques du public.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de :

- prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme selon les objectifs énoncés ci-dessus,
- ouvrir la concertation suivant les modalités décrites précédemment,
- demander la mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires (DDT),
- solliciter l'association du Syndicat Intercommunal Cavités 37,
- Surseoir à statuer sur toutes les demandes d'Autorisation des Droits des Sols (ADS) qui seraient de nature à compromettre ou rendre plus onéreuse l'exécution du futur Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Mme le Maire précise que les ateliers participatifs ont pour but de rassembler des spécialistes autour de grandes thématiques mais ne constituent pas la concertation autour du PLU.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) selon les objectifs énoncés ci-dessus,
- ouvre la concertation pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de PLU suivant les modalités décrites précédemment,
- demande la mise à disposition gratuite des services de la Direction Départementale des Territoires pour assurer le conseil de procédure et la conduite de l'étude,
- sollicite l'association du Syndicat Intercommunal Cavités 37,
- sursoit à statuer sur toutes les demandes d'Autorisation des Droits des Sols (ADS) qui seraient de nature à compromettre ou rendre plus onéreuse l'exécution du futur PLU.
- dit la présente délibération sera notifiée:
 - au préfet et aux services de l'Etat (STAP, DDT, DREAL, ARS) ;
 - aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général ;
 - au président de l'établissement public en charge du SCOT ;
 - au président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
 - au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre ;
 - aux représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de la Chambre d'Agriculture.
- dit que ces organismes seront associés.
- dit que l'Institut National de l'Origine et de la Qualité et le Centre National de la Propriété Forestière seront également consultés.
- dit que la présente délibération sera notifiée:
 - aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents,
 - aux maires des communes voisines,
 - qui seront consultés à leur demande.
- dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant toute la durée des études nécessaires et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.
- dit que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des modalités de publicité.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-097. ACCUEIL PÉRISCOLAIRE. PLAN DE FINANCEMENT DÉFINITIF.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que les travaux de l'accueil périscolaire en éco construction se sont achevés en juillet 2014. Des travaux supplémentaires ont été nécessaires, des moins-values ont été constatées sur certains lots, les honoraires de l'architecte ont été réévalués. Cela nécessite de revoir le plan de financement de l'opération.

Par conséquent, Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'adopter le plan de financement définitif de l'opération comme suit :

DESIGNATION	DEPENSES HT	DEPENSES TTC	Taux HT	RECETTES
Travaux d'aménagement	254 248,30 €	304 809,39 €		
Honoraires archi.	21 829,89 €	26 195,86 €		
SPS + contrôles	6 250,00 €	7 511,20 €		
Test étanchéité/étude de sol/Diag thermique	5 507,00 €	6 421,90 €		
rais divers (paille)	400,00 €	428,00 €		
Frais de publication	628,78 €	782,06 €		
Total	288 863,97 €	346 148,41 €		
CAF - Subvention			17,31%	50 000,00 €
CAF - équivalence subvention prêt bonifié			2,09%	6 040,00 €
DETR			21,81%	63 000,00 €
FEADER			34,62%	100 000,00 €
Commune			24,17%	69 823,97 €
Total			100,00%	288 863,97 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 15 voix pour, 2 voix contre : M. François VERDIER-PINARD, M. Alain DUMONT et 1 abstention : Mme Mireille PENISSARD:

- Accepte le plan de financement définitif ci-dessus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-098. DÉCISIONS MODIFICATIVES.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que des décisions modificatives sont nécessaires pour :

- l'acquisition d'un vélo pour l'agent de Police Municipale,
- la création d'un fonds initial d'acquisition pour la bibliothèque et la dotation de ce fonds,
- la création d'un programme "logement 6, rue St André" pour les travaux de rénovation du logement situé au dessus de l'école maternelle,
- la rectification d'une erreur d'écriture comptable lors de l'élaboration du budget.

Pour l'acquisition du vélo, Mme le Maire propose d'opérer les modifications suivantes :

PROGRAMMES	LIBELLÉ	ARTICLES	DÉPENSES
138	Matériel	2182	+200€
138	Matériel	2183	-200€

Pour la création du fonds initial d'acquisition pour la bibliothèque et la dotation de ce fonds, Mme le Maire explique que jusqu'à présent, ces dépenses étaient imputées en fonctionnement mais que la réglementation impose d'imputer les dépenses d'achat de livres en investissement et propose d'opérer les modifications suivantes :

PROGRAMMES	LIBELLÉ	ARTICLES	DÉPENSES
174	Bibliothèque	2188	+10 000€
92	Voirie	2152	- 4 300€
133	Cimetière	2116	- 5 700€

Pour le logement du 6, rue St André, Mme le Maire explique que ce logement n'est plus occupé par le directeur de l'école. Afin de retrouver un locataire, des travaux de rénovation s'imposent.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de créer un programme d'équipement intitulé "logement 6, rue St André" et de procéder aux modifications suivantes :

PROGRAMMES	LIBELLÉ	ARTICLES	DÉPENSES
	Logement 6, rue St André	2132	+3 000€
178	Chemin impasse Ste Catherine	2151	-1 100€
141	Ecole primaire	21312	-1 900€

Suite à la Commission Finances du 30 septembre 2014, Mme le Maire propose de rectifier une erreur d'écriture du budget primitif :

PROGRAMMES	LIBELLÉ	ARTICLES	DÉPENSES
162	Local technique	21318	+37 355,75€
167	Bâtiments Conventuels	21318	-37 355,73€

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Créé le programme "logement 6, rue Saint André",
- Procède aux modifications telles que libellées ci-dessus :
- Procède à la création de l'imputation de l'article 2182 dans le programme 138 Matériel.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-099. CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DES ANIMATIONS CONDUITES EN FAVEUR DE LA JEUNESSE SUR LES COMMUNES SUD DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT.

Mme le Maire reprécise que les objectifs du Contrat Éducatif Territorial Jeunesse et Sport signé le 21 février 2007 entre la Communauté de Communes Loches Développement et la Direction Départementale Jeunesse et Sport, ont été mis en œuvre sur le Sud du Territoire de la Communauté de Communes Loches Développement par le Service Jeunesse de la Ville de Loches, missionné à cet effet.

Afin de poursuivre cette action pour l'année 2014, Loches Développement nous propose une convention entre la Commune de Loches et les Communes du Sud de la Communauté de Communes.

Mme le Maire précise que la Communauté de Communes Loches Développement n'a pas les compétences Jeunesse mais uniquement la compétence de coordination des actions entre la partie Sud et la partie Nord du territoire de Loches Développement. Mme le Maire précise que la participation des communes est de 2€ par habitant à la ville de Loches pour de la partie Sud du territoire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte la convention de partenariat pour l'année 2014.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-100. CONVENTION ENTRE LE LYCÉE AGRICOLE DE VENDÔME, LA MAIRIE ET L'ASSOCIATION "LES PETITS JARDINS".

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que depuis quelques années, un enseignant du lycée agricole de Vendôme avec quelques élèves viennent dans la commune afin de travailler avec l'association "Les Petits Jardins" sur le site des jardins partagés des Viantaises.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de conclure une convention tripartite entre la mairie, l'association "Les Petits Jardins" et le lycée agricole de Vendôme pour formaliser le partenariat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte la convention de partenariat entre la mairie, l'association "Les Petits Jardins" et le lycée agricole de Vendôme,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-101. CRÉATION D'UNE COMMISSION "GENS DU VOYAGE".

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de créer une commission "Gens du voyage". Elle demande quels conseillers souhaitent participer à cette commission.

- Mme Michèle GRATADE, Mme Dominique BOUC, M. Dominique BERTHAULT, Mme Anne LEGER, Mme Sophie MÉTADIER, Mme Gaëlle JAN, Mme Aurélie PÉRINET se proposent.

Les Conseillers de l'opposition acceptent qu'il y ait un seul membre les représentant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Crée la commission "Gens du voyage".
- Désigne comme membres de la commission Mme Michèle GRATADE, Mme Dominique BOUC, M. Dominique BERTHAULT, Mme Anne LEGER, Mme Sophie MÉTADIER, Mme Gaëlle JAN, Mme Aurélie PÉRINET.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-102. LOGEMENT 14, RUE SAINT ANDRÉ : RÉGULARISATION DE COMPTE.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que des écritures comptables sont nécessaires pour le programme 14, rue Saint André.

Mme le Maire propose les écritures comptables suivantes :

PROGRAMMES	LIBELLÉ	ARTICLES	DÉPENSES d'investissement	RECETTES d'investissement
176 - 14, rue St André	Construction immeubles de rapport	2132	73 966,69€	
176 - 14, rue St André	Construction immeubles de rapport	2132		73 966,69€

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- Approuve les modifications présentées dans le tableau ci-dessus,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de rajouter une délibération à l'ordre du jour concernant la création d'un poste en accroissement temporaire d'activité pour une période déterminée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- *Accepte de rajouter à l'ordre du jour du Conseil Municipal une délibération concernant la création d'un poste en accroissement temporaire d'activité pour une période déterminée.*

DCM2014-103. RECRUTEMENT D'UN AGENT POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ.

Mme le Maire explique que le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à l'agence postale communale pour la période allant du 13 octobre 2014 au 31 octobre 2014 inclus est nécessaire.

Cet agent assurera la tenue de l'agence postale communale, du travail de secrétariat, le tout à temps complet.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 330.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- *Accepte le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à l'agence postale communale pour la période allant du 13 octobre 2014 au 31 octobre 2014 inclus,*
- *Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.*

M. François VERDIER-PINARD informe avoir des retours d'administrés que l'agence de Loches préfère prendre à son compte des opérations complexes plutôt que de les faire faire à l'agence postale communale de Beaulieu, ce qui pourrait à terme, avoir des conséquences fâcheuses sur la fréquentation de l'APC de Beaulieu.

Informations diverses :

Déclaration d'Intention d'Aliéner :

- 6, rue du Puits Mourier: pas de préemption.
- 8, rue Brûlée : pas de préemption.
- 12, rue des Bertrands : pas de préemption.
- 11, place du Maréchal Leclerc : pas de préemption.
- 2, rue du 8 mai : pas de préemption.

Les délibérations de la CCLD sont disponibles en mairie.

Accueil Périscolaire :

- 15 octobre à 10h30 : signature de la subvention "ID en Campagne".
- 16 octobre à 11h00 : inauguration.

Noël : pot du personnel le 8 décembre à 17h00.

Membres de la commission d'appel d'offre pour le projet "Transport en commun" :

- M. François VERDIER-PINARD,
- Mme Sophie MÉTADIER,
- Mme Michelle CURNARIE.

Sensibilisation de lutte contre le cambriolage pour les aînés, animée par la gendarmerie de Loches:

- Le 16 décembre, salle des Fêtes.

Réception de l'arrêté préfectoral fixant le nombre de Conseillers Communautaires.

Problème de stationnement rue Naudin.

Fin du Conseil à 20h15.

Prochain Conseil Municipal le 3 novembre 2014 à 19h30.

La Secrétaire,

Mme Dominique BOUC.